

L'Édito : Le Coronavirus, une fantastique opportunité ?, par Olivier PASTRÉ

Olivier PASTRÉ est économiste, professeur d'économie à l'université de Paris VIII, et membre du Cercle des Économistes. Il a une longue expérience du secteur bancaire en France, après plusieurs années passées au Commissariat au Plan et au Ministère des Finances, mais aussi au Maghreb comme en témoignent ses activités d'administrateur d'Union Bank (Algérie), de Directeur Général de GP Banque jusqu'en 2002, et son rôle de président de la banque d'affaires IM Bank Tunis depuis 2001. Olivier PASTRÉ est également directeur de collection aux Éditions Fayard, et chroniqueur sur France Culture. Parmi ses ouvrages les plus récents, on retrouve « L'énergie en état de choc : 12 cris d'alarme » aux éditions Eyrolles (2015).



Le titre de cet article peut paraître politiquement et humainement incorrect, mais il est économiquement fondé. Le mot crise en chinois veut dire à la fois menace et opportunité. C'est historiquement démontré. Toute crise majeure fait de nombreuses victimes mais donne aussi naissance à des mutations salutaires. Le coronavirus n'échappe pas à la règle. Au-delà du drame humanitaire qui mettra, au mieux, plusieurs années à s'estomper, des réponses vont pouvoir être apportées, enfin sans tabou, et ce à trois niveaux.

Au niveau microéconomique d'abord. C'est presque le plus simple. Au niveau des entreprises, cette crise va profondément modifier les « chaînes de valeur », c'est-à-dire notamment la localisation des productions, au moins pour les produits « stratégiques », dont la liste va significativement s'allonger. Par ailleurs, la prise en compte des conditions de travail va devoir être repensée : qui aurait pu imaginer, il y a six mois, que notre survie pouvait dépendre des éboueurs et des caissières des supermarchés ? Les administrations vont être, elles aussi, impactées à tous les niveaux. Au niveau des investissements (un rond-point inutile vs un lit d'hôpital ?), mais aussi et surtout des comportements. L'administration a, en gros, très bien réagi. Mais combien de tergiversations, et donc de lenteurs, doivent et peuvent être impérieusement réduites ?

Au niveau des consommateurs va-t-on enfin comprendre que les circuits courts présentent des avantages incontestables au-delà même de la survie de notre agriculture et de notre industrie ?

Deuxième niveau, celui des secteurs d'activité. C'est peut-être le plus difficile à résoudre

mais le plus facile à énoncer. L'occasion nous est enfin donnée de réformer en profondeur notre système de santé. En remerciement de ce qu'ils font mais bien au-delà. Ce qui est vrai en priorité du secteur sanitaire l'est aussi du système bancaire, contraint certes par des règles absurdes, mais qui n'a presque rien compris de la crise de 2008. De même le secteur de l'énergie va-t-il pouvoir mettre celle-ci (son énergie) pour véritablement accélérer sa transition ? au-delà, la plupart des autres industries (agriculture, BTP...) vont avoir à faire leur aggiornamento pour enfin participer à la construction d'un monde plus raisonnable.

Au plan géographique, l'enjeu est le même. L'Europe peut mourir de cette crise mais elle peut aussi enfin se renouveler. Les pays émergents vont peut-être comprendre que l'on ne peut pas émerger à n'importe quel prix. De même, le problème des migrations internationales, si négligé aujourd'hui va-t-il peut-être enfin être traité de manière rationnelle.

Pour la macroéconomie, presque rien à dire sur le sujet tant le diagnostic est aveuglant. Cette crise peut-être la revanche de Keynes et de ses politiques contracycliques. Cette crise peut-être la revanche du multilatéralisme car il n'y aura pas de sortie de crise sans coopération internationale renforcée. Cette crise peut être aussi l'occasion de refonder des organismes multilatéraux (FMI, OMC, OMS, ...) qui ont démontré leur impuissance à ce jour.

Cet article n'est en aucun cas iréniste ou naïf. Le pire serait que cette crise débouche, à tous les niveaux, sur des politiques de décroissance et d'égoïsme national. La peur est parfois bonne conseillère. La COP 21 et la crise de 2008 n'ont servi à rien ou presque. Espérons en toute lucidité que la catastrophe du coronavirus permette de modifier nos comportements et nos choix de société. Ce n'est pas un rêve. Ce n'est pas non plus une réalité mais l'avenir de nos enfants en dépend. Le coronavirus constitue peut-être (aussi) pour eux une chance...

Tableau de suivi de l'épidémie

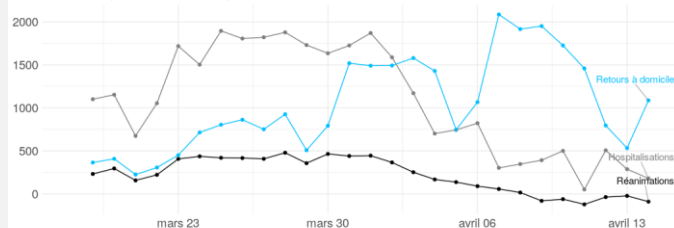
→ **762 décès en 25 heures, plus lourd bilan depuis le début de l'épidémie** - Avec 762 nouveaux décès en France en 24 heures, le pays enregistre un bien triste "record" depuis le début de l'épidémie de Covid-19 sur son sol. La France dépasse également la "barre symbolique" des 15 000 décès. Sur le front hospitalier, **le solde de personnes en réanimation est à nouveau négatif**, et ce pour la sixième journée consécutive.

→ **En Espagne**, la situation est pour le moins ambiguë avec d'un côté une nette baisse de la dynamique meurtrière de l'épidémie, qui laisse entrevoir une potentielle et parcellaire reprise des activités et du travail, mais de l'autre un nombre de personnes contaminées en hausse.

Pays	Décès	Personnes contaminées (Total)	Évolution journalière du nombre de cas	Évolution journalière du nombre de décès	Taux de mortalité	Évolution du nombre de morts (%)
États-Unis	25757	605193	24574	2228	4.3	9
Royaume-Uni	12129	94716	5275	782	12.8	7
France	15729	142943	6163	762	11.0	5
Italie	21067	162488	2972	602	13.0	3
Espagne	18056	172541	2442	300	10.5	2
Allemagne	3294	131359	1287	100	2.5	3
Corée du Sud	222	10564	27	5	2.1	2
Chine	3341	82249	90	0	4.1	0

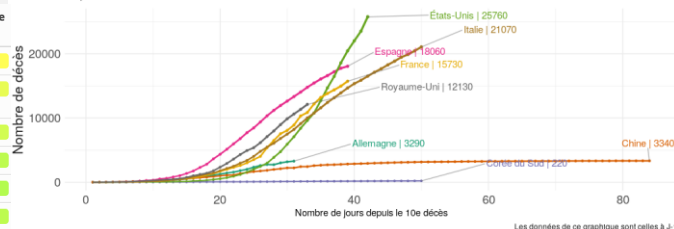
Évolution de la situation sanitaire en France (par jour)

Données hospitalières relatives à l'épidémie de COVID-19



Évolution du nombre de décès depuis le 10e décès

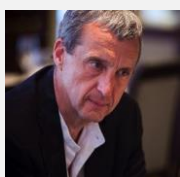
Depuis le 10e mort



Retrouvez l'ensemble des données en temps réel sur le [dashboard de John Hopkins](#)

Regard d'expert : L'Italie, laboratoire de l'Union européenne ?, par Emmanuel GOUT

Emmanuel GOUT est Président de Cinecittà Parchi à Rome et dirige la société de conseils en communication « Gout, Sevastianov & Partners » à Moscou. Celle-ci opère entre la Russie, l'Europe et le Moyen Orient. Originaire de Lille il part en Italie après ses études pour représenter une entreprise textile, il travaillera par la suite à la direction internationale du Groupe Berlusconi, comme Chargé du Développement en Europe de l'Est et Russie du Groupe Fininvest, et deviendra Président de Canal + Italie. Passionné de la "chose publique" il reste très lié à son pays et à sa région.



L'Italie affrontera-t-elle le post-coronavirus en laboratoire pour l'union européenne ainsi que le politologue Dominique REYNIÉ aime à la décrire ? L'hypothèse d'une relance, guidée par un de ses plus grands managers - Vittorio COLAO - responsable d'une "task force" voulue par le Président du Conseil CONTE, peut le laisser penser, mais quels seront le poids et le conditionnement de l'environnement politique national et européen sur cette gestion de l'urgence.

Sur le plan national, on se rappellera des conditions surprenantes dans lesquelles CONTE devient premier ministre, une alliance inattendue entre la ligue et les 5 étoiles, puis le divorce. CONTE peut sortir renforcé de cette crise car il a pu imposer son image alors que SALVINI, le patron de la ligue, surfant sur des sondages particulièrement rassurant, s'est révélé contradictoire dans ses prises de position : de la sous-estimation totale du virus,

comme sa rivale MELONI (Fratelli d'Italia), tous deux à droite de l'échiquier politique, pour passer à une critique alarmiste prématurée du bilan de CONTE. Mais ce n'est pas seulement à l'échelon national que SALVINI pourra se retrouver affaibli, il devra faire face aux critiques de ses proches, en particulier le président de la région vénétie ZAIA qui a su gérer la crise bien plus efficacement que sa voisine lombarde. Le duo CONTE - COLAO, s'il devait être confirmé, peut par conséquent se révéler gagnant politiquement et économiquement, mais il faut pour cela que l'Europe puisse intervenir au chevet de l'Italie.

Car au-delà de la nature historique du rôle de l'Italie dans l'Europe, si l'Italie tombe c'est l'Europe qui tombe. En particulier son tissu de PME, qui fait la force de l'Italie à l'export, ressent plus durement cet arrêt de l'économie. Il sera au cœur de l'attention du monde politique et de la task force. COLAO connaît l'innovation à l'échelon européen, et saura la mettre au service des réformes nécessaires. Alors que la droite veut se retrouver un combat, et que la gauche pense comme au siècle passé à de nouveaux impôts, des opinion-makers comme Bernard SPITZ (l'Opinion) ne font pas économie de leurs critiques à l'égard d'Angela MERKEL et des pays du Nord, sans prendre la dimension de la perversité de l'option de financer la dette par la dette. Ils caressent dans le sens du poil de nombreux politiciens italiens, mais les orientations actuelles prises par l'Europe apparaissent comme une solution de compromis en mesure de soutenir le *rinascimento* italien pensé par son président du conseil, et de permettre à l'Italie de rester le laboratoire d'un *rinascimento* européen.

“Stop Covid”, le techno-déterminisme en marche - À chaque crise son réflexe technologique et techno-déterministe ? C'est la question qu'il convient de se poser alors que la discussion autour de l'application “Stop Covid” bat son plein. Auditionnée ce jour par le Sénat, Marie-Laure Denis, présidente de la Cnil, a estimé qu'il “serait dangereux de penser qu'une application de ce type pourrait tout résoudre”. Que la présidente de la Cnil souligne les enjeux soulevés par ce dispositif technologique en matière de vie privée et de traitement massif et automatisé, de données cela n'a rien de très étonnant pour une autorité créée à la suite de l'affaire SAFARI. Pour rappel, un article du *Monde*, paru en mars 1974 et passé depuis à la postérité, voyait dans SAFARI un projet informatique et statistique équivalant à une forme de “chasse aux Français”. Par-delà le jeu de mots, permis par un acronyme pour le moins cocasse, qui rappelle au demeurant les grandes heures du *new public management* à la française des années 70, cette affaire avait abouti à une première prise de conscience, dans l'opinion, des enjeux en matière de vie privée et de traitement des données. Pourtant le “répertoire des individus” que SAFARI cherchait à créer, avec pour rappel des puissances de calcul dérisoires sur les machines Bull ou IBM de l'époque, fait bien pâle figure avec les promesses de “Stop Covid”. Pour cette dernière, et bien qu'elle n'en soit encore qu'à l'état de projet, quelque peu chimérique et optimiste (d'un point de vue technico-technique), il s'agirait de savoir via du “contact tracking” si nous avons croisé une personne malade. Cette application ne serait pas obligatoire, mais uniquement téléchargeable sur la base du volontariat. Par ailleurs, la technologie Bluetooth serait privilégiée, au détriment du GPS, appréhendé comme plus intrusif. Comme le souligne Jérôme Billois, spécialiste en cybersécurité chez Wavestone, “le Bluetooth, qu'on utilise pour connecter son téléphone à des écouteurs par exemple, émerge comme une solution pour les pays soucieux du respect des libertés individuelles, car c'est une technologie qui ne révèle pas votre localisation”, contrairement à la géolocalisation via les bornes 4G ou via le GPS donc.

Cette application a surtout pour insigne mérite de questionner les fantasmes des uns et des autres. Fantasme d'en haut, de décideurs visiblement peu échaudés par l'échec de SAIP, du nom de cette application commandée par le gouvernement après les attentats de 2015 qui devait alerter les Français en cas d'attentat et qui ne fit jamais mieux, et encore c'est un euphémisme, que le “Safety Check” de Facebook. Fantasmes de l'exécutif également qui s'illusionne quant à ses capacités technologiques, et donc celles du pays, alors même que le mouvement historique annoncé ces derniers jours entre Google et Apple pourrait, en quelques semaines, résoudre toutes les complexités techniques et d'usage inhérentes à ce projet. Un projet qui pourrait, au demeurant, ne servir à rien, sauf à révéler le fait qu'en situation de crise, les démocraties occidentales ont un tropisme les inclinant naturellement au techno-déterminisme (topoi éculés de “la faute aux réseaux sociaux” ou de l'ingérence tous azimuts des Russes) ou au techno-solutionnisme, consistant à penser qu'une réponse technique à un phénomène de société permettrait mécaniquement de résoudre ce dernier. (Damien Liccia)

Avec ou #SansMoile11Mai ? La réouverture des écoles dans un mois divise dans l'opinion - Selon un sondage Elabe rendu public aujourd'hui, les différentes mesures annoncées par Emmanuel Macron lors de son allocution lundi soir recueillent l'assentiment des Français. Si certaines d'entre elles, à l'instar de la mise à disposition des masques au grand public ou la généralisation des tests pour toutes les personnes présentant des symptômes suscitent une très large adhésion dans l'opinion après plusieurs semaines de polémiques et de débats, il n'en va cependant pas de même de la réouverture progressive des crèches, des écoles, des collèges et des lycées à partir du 11 mai prochain. Avec seulement 15% de répondants “très favorables” et 40% de répondants “favorables”, la mesure recueille une courte majorité chez les Français. Elle est dans le même temps celle qui suscite l'opposition la plus marquée : 16% des Français s'y disent “très défavorables”.

La mesure ne fait pas que crispier de larges franges de l'opinion, elle suscite également la mobilisation la plus forte de la part de ses détracteurs. Sur le hashtag #11mai apparu lundi soir, et qui a suscité plus de 10 192 tweets uniques (hors retweets) depuis le discours présidentiel, dont plus de 6 000 pour la seule journée d'hier, la réouverture des écoles apparaît de surcroît comme l'un des sujets les plus importants en terme de volumétrie dans la conversation globale. Les tweets utilisant le hashtag et mentionnant des mots clés relatifs au monde de l'éducation (élèves, profs, Jean-Michel Blanquer, lycées, etc.) s'élèvent à près de 3 500 mentions uniques, et comptent ainsi pour plus du tiers des retombées globales. Dans le flux des commentaires apparaissent d'abord des critiques émanant du monde médical ou encore des témoignages d'enseignants exprimant leur désaccord à l'égard de la mesure. Les oppositions, qui instruisent à charge le procès de la gestion de la crise par l'exécutif, ne se sont pas privées de la critiquer, en particulier la mouvance d'extrême-gauche, pour qui celle-ci n'est autre qu'un sacrifice de la santé des professeurs, des enfants et de leurs familles pour « faire la garderie du Medef ». La salve de communiqués et de prises de position des différents syndicats, d'enseignants et de lycéens, et celles venant du monde politique montrent que les acteurs traditionnels de la contestation émanant de la sphère éducative sont bien décidés à s'emparer de la question. Certains d'entre eux alimentent la mobilisation autour du hashtag #SansMoile11Mai qui, avec 625 tweets, est encore modeste, mais agrège depuis lundi les expressions de mécontentements et apparaît candidat pour s'imposer comme un futur mot d'ordre.

Ces militants trouveront, à n'en pas douter, un écho certain dans l'opinion, au risque d'aviver les inquiétudes autour du déconfinement en général, en cristallisant l'intérêt de l'opinion autour du sujet sensible de la santé des enfants, et de l'opposition mise en scène entre santé et économie. Le sujet représente en particulier une opportunité pour les oppositions, bien décidées à engager le bras de fer avec le gouvernement et le monde économique en sortie de crise. (Jean-Baptiste Delhomme)

Regard d'expert : Pékin et la diplomatie de la séduction, par Didier LE BRET



Didier LE BRET, associé senior ESL & Network, est diplomate de carrière. Il est notamment nommé ambassadeur de France en Haïti en septembre 2009, fonction qu'il exerce jusqu'en décembre 2012. Durant sa mission, il aura eu à gérer et à coordonner la réponse française au séisme du 12 janvier 2010. Il dirige le Centre de crise du Quai d'Orsay de 2012 à 2015 avant d'être nommé Coordonnateur national du renseignement, auprès du Président de la République, fonction qu'il exerce de mai 2015 à septembre 2016.

Depuis plusieurs semaines, la Chine s'est livrée à un « show of force » humanitaire en Italie : envoi de masques, de respirateurs, de tests de diagnostic, visites d'experts chinois, sans oublier le missi dominici humanitaire de Pékin, Jack MA, fondateur d'Alibaba, qui a promis aux Italiens, comme il l'a fait pour les Africains, du matériel via sa fondation. Toutes ces actions sont puissamment relayées par une campagne de communication de l'ambassade chinoise à Rome et par la presse officielle.

Il s'agit pour Pékin tout à la fois de tester sa diplomatie de la séduction dans le pays d'Europe le plus touché par l'épidémie, mais aussi de poser des jalons pour l'après Covid-19.

Tout d'abord, pourquoi l'Italie ? Les Chinois n'en sont pas à leur premier essai : au lendemain de la crise de 2008, comme en Grèce, Pékin avait déjà ciblé les infrastructures italiennes dans un contexte de surendettement de l'Europe du Sud. Parmi les investissements privilégiés alors par la Chine : ENI, ENEL et CDP Reti, suivis en 2016 par le rachat de Pirelli, mais aussi de Cifa (machines-outils), Ferragamo (luxe) ou Ferretti

(navigation de plaisance). A cela, on doit ajouter l'offensive touristique chinoise en Italie (5 millions de touristes), et moins connue encore, l'importante diaspora chinoise en Lombardie et en Toscane (350 000 ressortissants chinois principalement de la région de Wenzhou).

Quels en sont les premiers résultats ? Indéniablement, Pékin a marqué des points : comme le disent les officiels chinois, c'est dans la crise qu'on connaît ses amis. Et Pékin a fait des émules. La plus haute autorité morale d'Italie, le président Sergio MATTARELLA décidait ainsi d'organiser un concert en l'honneur de l'ambassadeur de Chine à Rome le 12 février. Mais l'unanimité n'est que de façade : pour SALVINI, comme pour une partie de l'opinion italienne, la Chine est responsable d'avoir tardé à agir chez elle, et la récupération par Pékin de ce qui est vécu comme un drame absolu en Italie pourrait en définitive s'avérer contre-productive. Au début de la crise, Rome n'a pas hésité, amitié ou pas, à interrompre les vols directs en provenance de Chine, ce qui avait valu aux autorités italiennes des remerciements de Pékin.

Au fond, pour éviter que ne se reproduisent les errements de 2008, qui avaient conduit Rome à devenir dix ans plus tard le premier pays membre du G7 à signer un memorandum of understanding sur les « nouvelles routes de la soie », fragilisant ainsi la solidarité européenne, la meilleure réponse sera une fois encore : plus d'Europe. Au moment où des pans entiers de l'économie italienne auront été sinistrés et devront être soutenus, et après la tiédeur initiale de Christine LAGARDE (ses déclarations sur les « spreads »), les Italiens jugeront l'Europe à ses actes.

Erratum - Dans notre édition du Jeudi 9 avril, nous évoquions la situation de la Chine dans notre rubrique “Zoom éco”. Nous indiquions alors que la Chine allait consacrer une politique de soutien à destination des personnes à faible revenu. **Ainsi les prestations temporaires versées seront doublées pour 67 millions d'habitants, et non 670 millions comme précisé initialement.**

Nous présentons nos excuses à l'ensemble de nos lectrices et de nos lecteurs pour cette erreur. Notre objectif demeure de vous fournir une information précieuse pendant la crise que nous traversons.

Les équipes d'Antidox et ESL & Network

À propos de nous



Xavier DESMAISON,
CEO
x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY,
Président du Directoire
alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.